



mission
interministérielle
pour la qualité
des constructions
publiques

La qualité s'invente et se partage

4^{ème}
trimestre
2019

numéro
2

Observatoire de la commande publique de maîtrise d'œuvre en bâtiment et aménagement

Note de conjoncture trimestrielle

Les données citées dans ce fascicule sont issues des publications du Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP).

www.boamp.fr

Observatoire de la commande publique de maîtrise d'œuvre en bâtiment et aménagement

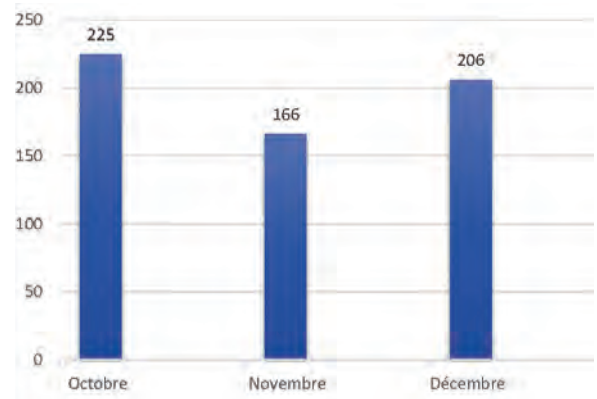
En résumé...

- Le concours reste la principale forme d'accès au marché au-dessus des seuils européens (1,72 par jour) et dans une proportion stable par rapport au précédent trimestre (1,72/j vs 1,71/j), avant l'appel d'offres et la procédure avec négociation (1,17 par jour chacun).
- La valeur moyenne des opérations de travaux est de l'ordre de 8 000 000€, contre une même valeur moyenne de l'ordre de 6 600 000€ le trimestre précédent.
- La commune reste le maître d'ouvrage le plus actif. Le « bloc local » (commune + EPCI + organisme d'habitat social + établissement public de santé + établissement public local + société d'aménagement) représente près des $\frac{3}{4}$ (74,1%) des opérations envisagées. Mais la valeur moyenne des opérations de travaux HT de ces maîtres d'ouvrage est inférieure à la même valeur moyenne globale : 6 800 000€ vs 8 000 000€.
- Si les opérations de réhabilitation sont plus nombreuses que les opérations de construction neuve (54% vs 45%), la valeur moyenne des opérations de travaux neufs est bien supérieure à celle des opérations de réhabilitation (10M€ vs 5,9M€).
- La procédure du dialogue compétitif est fortement articulée au marché global de performance. 2/3 des dialogues compétitifs débouchent sur un marché global de performance et près de la moitié des marchés globaux de performance procèdent du dialogue compétitif.
- Si la commune et l'EPCI restent globalement ensemble la maîtrise d'ouvrage la plus active (46,4% des opérations), et plus particulièrement encore en matière de concours (52,6%), la distribution diffère dans le domaine des locaux d'enseignement, au sein duquel le « bloc extra-local » (département + région + état ...) conduit une part d'opérations plus importante que celle relevant des deux collectivités du « bloc local ».
- Le dynamisme du marché public de maîtrise d'œuvre est identique d'un trimestre à l'autre dans de nombreuses régions métropolitaines : Île-de-France, Centre-Val-de-Loire, Grand-Est, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Occitanie. Il est en progression en Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Pays-de-la-Loire. Il semble fléchir dans les Hauts-de-France, en Nouvelle-Aquitaine et en Normandie.
- La commande trimestrielle correspond à une production théorique de 1 600 000 K€ par mois de travaux, contre une production de l'ordre 1 200 000 K€ de travaux par mois le trimestre précédent.

Nombre d'opérations

Ont été relevées **597** opérations, soit une moyenne de 6,5 par jour, représentant 105% du trimestre précédent, se répartissant ainsi :

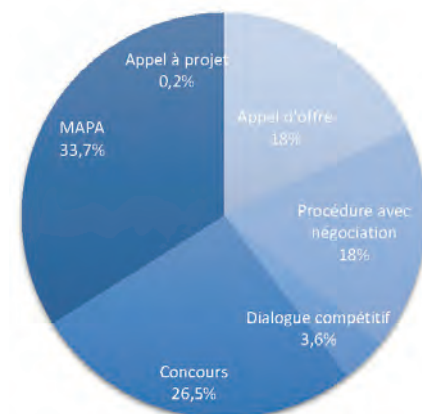
- **225** en octobre (soit 37,7%) ;
- **166** en novembre (soit 27,8%) ;
- **206** en décembre (soit 34,5%).



Ces dernières peuvent être analysées en fonction :

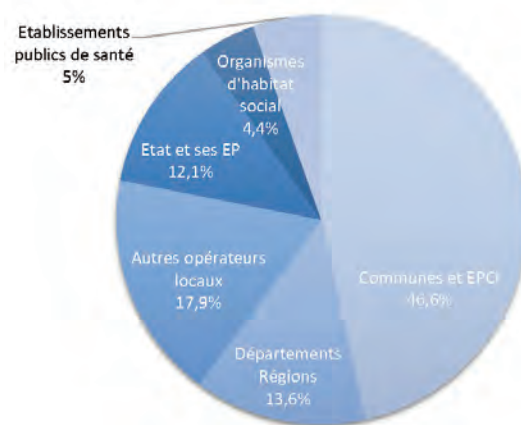
du mode de consultation

Procédure + technique d'achat	Nombre	Taux
Appel d'offres	108	18%
Procédure avec négociation	108	18%
Dialogue compétitif	21	3,6%
Concours	158	26,5%
MAPA	201	33,7%
Appel à projet	1	0,2%



de la nature du maître d'ouvrage

Maître d'ouvrage	Nombre	Taux
Commune et EPCI	278	46,6%
Département Région	81	13,6%
Autres opérateurs locaux (SA, EPL...)	107	17,9%
État et ses EP	72	12,1%
Organisme d'habitat social	26	4,4%
Établissement public de santé	33	5,4%

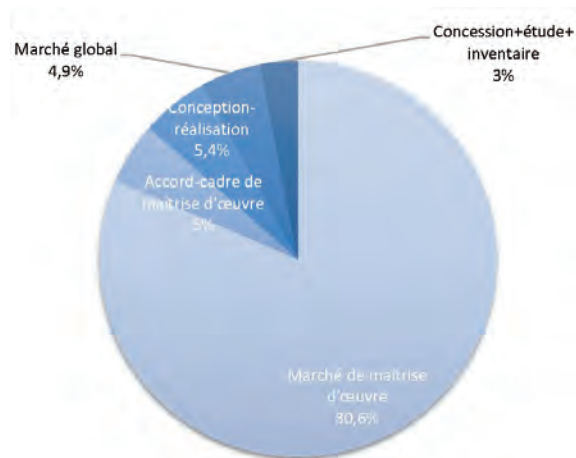


de leur secteur d'activité

Secteur d'activité	Nombre	Taux	Neuf	Réhab.	Rang
Tertiaire+ divers+mixte+nc	48	8%	20	24	4
Commerce+éco+industrie+tourisme	39	6,5%	21	18	6
Culture	26	4,4%	11	15	9
Enseignement	153	25,6%	59	93	1
Environnement+esp.pub.+urba	67	11,2%	32	33	3
Funéraire	2	<1%	2	0	13
Logement	39	6,5%	22	17	6
Loisirs + sport	83	13,9%	46	37	2
Mobilité	21	3,5%	11	10	11
Patrimoine	25	4,2%	1	24	10
Santé	42	7%	26	15	5
Sécurité	19	3,2%	9	10	12
Social + Socio-culturel	33	5,5%	9	24	8
TOTALX			269 (45%)	320 (55%)	
Valeur moyenne des opérations de travaux HT			10 000 000€	5 900 000€	

du type de marché

Type de marché	Nombre	Taux
Marché de maîtrise d'œuvre	481	80,6%
Accord-cadre de maîtrise d'œuvre	30	5%
Conception-réalisation	32	5,4%
Marché global	29	4,9%
Concession+études+ inventaire	18	3%



Les 20 plus grosses opérations d'une valeur moyenne de travaux HT de l'ordre de 43 M€

Maître d'ouvrage	Nature de l'ouvrage	Type de procédure	N/R	Type de marché		Montant HT en M€
Tri Val-de-Loire	Centre de tri de collectes sélectives de déchets	Procédure avec négociation	N	Marché global	de performance	100 M€
DDTM Nord	Nouvelle cité administrative de l'Etat	Dialogue compétitif	N	Marché global	de performance	84,5 M€
Conseil dép ^{al} des Hauts-de-Seine	Réhab+aménagement caserne pour crétaion musée	Dialogue compétitif	R	Marché global	de performance	80 M€
Conseil rég ^{al} Provence-Alpes-Côte d'Azur	Cité scolaire internationale	Dialogue compétitif	N	Marché global	de performance	63 M€
Sivu Aqua Ouest	Centre aquatique intercommunal	Appel d'offres	N	Concession		51,4 M€
Soc mobilité agglomération toulousaine	Site maintenance et remisage 3 ^e ligne de métro	Concours	N	Maîtrise d'œuvre		50 M€
Commune de Cannes	Extension du Palais des Festivals	Procédure avec négociation	R	Conception-réalisation		47 M€
Métropole de Toulouse	Création d'un techno-centre	Concours	N	Maîtrise d'œuvre		46 M€
Métropole de Bordeaux	Programme expaces publics	Procédure avec négociation	N	Accord-cadre de Moe	1 x 1 mono-attributaire	45 M€
Conseil rég ^{al} des Pays de la Loire	Construction d'un lycée	Concours	N	Maîtrise d'œuvre		42 M€
Conseil rég ^{al} Île-de-France	Rénovation globale et extension d'un lycée	Concours	N	Maîtrise d'œuvre	TF + 3 TO	38,9 M€
Conseil rég ^{al} Île-de-France	Rénovation globale d'un lycée	Dialogue compétitif	R	Marché global	de performance	38 M€
APHP	Construction bâtiment soins de longue durée	Procédure avec négociation	N	Marché global	sectoriel	27,3 M€
Conseil rég ^{al} Auvergne-Rhône-Alpes	Construction d'un lycée	Procédure avec négociation	N	Marché global	de performance	23,7 M€
Armée - SIA	4 bâtiments de maintenance A400M	Procédure avec négociation	N	Maîtrise d'œuvre	TF + 4 TO	23,2 M€
Conseil dép ^{al} de la Guadeloupe	Réhabilitation sismique de 3 collèges	Appel d'offres	R	Accord-cadre de Moe	3 x 1 mono-attributaire	22 M€

Maître d'ouvrage	Nature de l'ouvrage	Type de procédure	N/R	Type de marché		Montant HT en M€
CCAS de Cannes	Construction résidence autonomie + logements sociaux	Dialogue compétitif	N	Marché global	de performance	20,7 M€
Île-de-France construction durable (SPL Région)	Reconstruction et restructuration du CREPS	Dialogue compétitif	N	Marché global	de performance	19,2 M€
GCS construction (mandataire privé hôpital de la Sarthe)	Réalisation d'un bâtiment	Procédure avec négociation	N	Conception-réalisation		18 M€
Conseil dépal de l'Eure-et-Loir	Amélioration de la performance énergétique de 10 collèges	Dialogue compétitif	R	Marché global	de performance énergétique	18 M€

Le dialogue compétitif : 21 opérations, d'une valeur moyenne de travaux HT de l'ordre de 30,3 M€

Répartition géographique

Région	Nombre d'opérations
Auvergne-Rhône-Alpes	1
Bourgogne-Franche-Comté	1
Centre-Val de Loire	1
Grand-Est	4
Hauts-de-France	2
Île-de-France	6
Nouvelle Aquitaine	2
Occitanie	1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2
Etranger	1

Type de maître d'ouvrage

Maître d'ouvrage	Nombre d'opérations
Établissement public de l'État	1
Établissement public local	1
Organisme d'habitat social	1
Commune	2
Société d'aménagement	3
État	3
EPCI	3
Région	3
Département	4

Secteur d'activité concerné

Secteur d'activité	Nombre d'opérations
Culture	1
Mixte	1
Sport	1
Santé	1
Tertiaire	2
Espaces publics / urbanisme	3
Logement	3
Enseignement	9

Type de marché

Type de marché	Nombre d'opérations
Marché d'études	1
Marché de maîtrise d'œuvre	2
Conception-réalisation	4
Marché global de performance	14 *

* sur 29 opérations de cette forme recensées pour le trimestre

Type d'opération

Type d'opération	Nombre d'opérations
Neuf	9
Réhabilitation	12

Le concours : 158 opérations, d'une valeur moyenne de travaux HT de l'ordre de 7,4 M€, dont le nombre de candidats retenus à concourir est de 3,4 et la valeur moyenne de prime est de l'ordre de 36 000€, soit 0,48% du montant de l'enveloppe prévisionnelle moyenne des travaux

Type de maître d'ouvrage

Maître d'ouvrage	Nombre d'opérations	Taux
Collectivité d'Outre-mer	1	<1%
Établissement public de l'État	3	1,9%
Organisme d'habitat social	5	3,2%
Région	6	3,8%
État	7	4,4%
Etablissement public local	7	4,4%
Etablissement public de santé	12	7,6%
Société d'aménagement	16	10,1%
Département	18	11,4%
EPCI	29	18,4%
Commune	54	34,2%

Secteur d'activité concerné

Secteur d'activité	Nombre d'opérations	Taux
Tertiaire+ divers+mixte	9	5,7%
Commerce+éco+industrie+tourisme	13	8,2%
Culture	11	7%
Enseignement	47	29,7%
Environnement+esp.pub.+urba	4	2,5%
Funéraire	0	0%
Logement	5	3,2%
Loisirs + sport	38	24,1%
Mobilité	3	1,9%
Patrimoine	1	<1%
Santé	15	9,5%
Sécurité	3	1,9%
Social + Socio-culturel	8	5,1%
NC	1	<1%

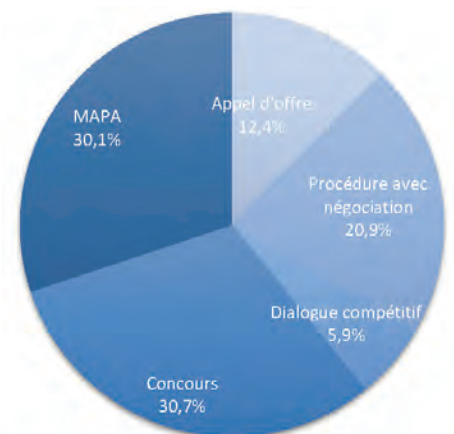
Les locaux d'enseignement : 153 opérations; d'une valeur moyenne de travaux HT de l'ordre de 7 800 000€

Type de maître d'ouvrage

Maître d'ouvrage	Nombre d'opérations	Taux	Neuf	Réhabilitation
Collectivité d'Outre-mer	1	<1%	1	0
Établissement public de santé	1	<1%	1	0
Établissement public de l'État	3	2%	1	2
Organisme d'habitat social	2	1,3%	1	1
Établissement public local	2	1,3%	1	1
Commune	31	20,3%	20	11
Région	19	12,4%	6	13
État	19	12,4%	2	17
EPCI	10	6,4%	4	6
Société d'aménagement	30	19,6%	10	20
Département	35	22,9%	12	23

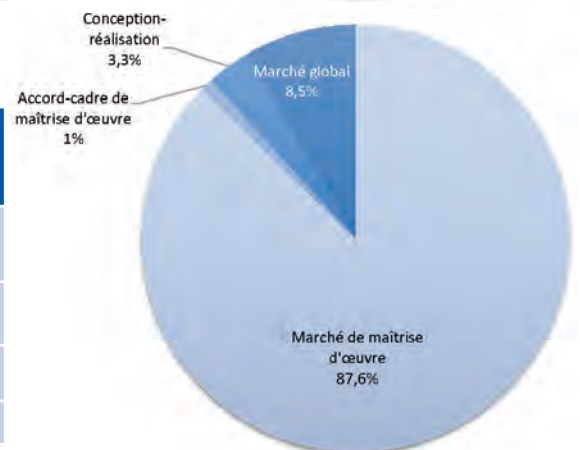
Mode de consultation

Procédure + technique d'achat	Nombre d'opérations	Taux
Appel d'offres	19	12,4%
Procédure avec négociation	32	20,9%
Dialogue compétitif	9	5,9%
MAPA	46	30,1%
Concours	47	30,7%



Type de marché

Type de marché	Nombre d'opérations	Taux
Accord-cadre de maîtrise d'œuvre	1	<1%
Marché de maîtrise d'œuvre	134	87,6%
Conception-réalisation	5	3,3%
Marché global	13	8,5%



La distribution territoriale : ses polarités

Région	Département	Nombre de marchés	Taux dans la région	Taux en France	Classement en fonction du taux dans la région = le "poids régional"	Classement en fonction du nombre de marchés en France = le "poids national"
Auvergne-Rhône-Alpes		88		14,7%		
	Ain	11	12,5%			
	Allier	3	3,4%			
	Ardèche	2	2,3%			
	Cantal	2	2,3%			
	Drôme	2	2,3%			
	Isère	15	17%			5
	Loire	8	9,1%			
	Haute-Loire	5	5,6%			
	Puy-de-Dôme	8	9,1%			
	Rhône	22	25%		10	1
	Savoie	2	2,3%			
	Haute-Savoie	8	9,1%			
Bourgogne-Franche-Comté		39		6,5%		
	Côte d'Or	10	25,6%			
	Doubs	7	17,9%			
	Jura	6	15,4%			
	Nièvre	3	7,7%			
	Haute-Saône	1	2,6%			
	Saône-et-Loire	6	15,4%			
	Yonne	3	7,7%			
	T. de Belfort	3	7,7%			
Bretagne		42		7%		
	Côtes-d'Armor	7	16,7%			
	Finistère	15	35,7%		3	5
	Ile-et-Vilaine	15	35,7%		3	5
	Morbihan	5	11,9%			
Corse		1		<1%		
Centre-Val-de-Loire		21		3,5%		
	Cher	2	9,5%			
	Eure-et-Loir	4	19%			
	Indre	0	0%			
	Indre-et-Loire	4	19%			

Région	Département	Nombre de marchés	Taux dans la région	Taux en France	Classement en fonction du taux dans la région = le "poids" régional	Classement en fonction du nombre de marchés en France = le "poids" national
Grand-Est	Loir-et-Cher	4	19%			
	Loiret	7	33,5%		6	
		54		9%		
	Ardennes	2	3,7%			
	Aube	6	11,1%			
	Marne	2	3,7%			
	Haute-Marne	3	5,5%			
	Meurthe-et-M.	4	7,4%			
	Meuse	2	3,7%			
	Moselle	10	18,6%			
	Bas-Rhin	15	27,8%		9	5
	Haut-Rhin	6	11,1%			
	Vosges	4	7,4%			
Guadeloupe		5		<1%		
Guyane		4		<1%		
Hauts-de-France		29		4,9%		
	Aisne	4	13,8%			
	Nord	10	34,5%		5	
	Oise	5	17,3%			
	Pas-de-Calais	7	24,1%			
	Somme	3	10,3%			
Île-de-France		86		17,3%		
	Paris	14	16,3%			10
	Seine-et-Marne	7	8,2%			
	Yvelines	8	9,3%			
	Essonne	10	11,6%			
	Hauts-de-Seine	15	17,4%		11	5
	Seine-Saint-D.	14	16,3%			10
	Val-de-Marne	13	15,1%			
	Val-d'Oise	5	5,8%			
La Réunion		8		1,3%		
Mayotte		2		<1%		
Nouvelle-Aquitaine		44		7,3%		
	Charente	3	6,8%			
	Charente-M.	4	9,1%			
	Corrèze	3	6,8%			
	Creuse	1	2,4%			
	Dordogne	5	11,4%			

Région	Département	Nombre de marchés	Taux dans la région	Taux en France	Classement en fonction du taux dans la région = le "poids régional"	Classement en fonction du nombre de marchés en France = le "poids national"
	Gironde	6	13,6%		12	
	Landes	6	13,6%		12	
	Lot-et-Garonne	2	4,5%			
	Pyrénées-Atl.	3	6,8%			
	Deux-Sèvres	2	4,5%			
	Vienne	4	9,1%			
	Haute-Vienne	5	11,4%			
Normandie		28		4,7%		
	Calvados	8	28,7%		8	
	Eure	7	25%			
	Manche	2	7,1%			
	Orne	4	14,2%			
	Seine-Maritime	7	25%			
Occitanie		27		9,5%		
	Ariège	2	3,5%			
	Aude	7	12,4%			
	Aveyron	5	8,8%			
	Gard	6	10,6%			
	Haute-Garonne	17	29,8%		7	3
	Gers	2	3,5%			
	Hérault	5	8,8%			
	Lot	1	1,7%			
	Lozère	1	1,7%			
	Hautes-Pyr.	4	7%			
	Pyrénées-Or.	1	1,7%			
	Tarn	4	7%			
	Tarn-et-Garonne	2	3,5%			
Provence-Alpes-Côte-d'Azur		44		7,3%		
	Alpes-de-Haute-Provence	2	4,5%			
	Hautes-Alpes	2	4,5%			
	Alpes-maritimes	9	20,6%			
	Bouches-du-R.	21	47,7%		1	2
	Var	6	13,7%			
	Vaucluse	4	9%			
Pays-de-la-Loire		42		7%		
	Loire-Atlantique	17	40,6%		2	3
	Maine-et-Loire	13	31%			

Région	Département	Nombre de marchés	Taux dans la région	Taux en France	Classement en fonction du taux dans la région = le "poids régional"	Classement en fonction du nombre de marchés en France = le "poids national"
	Mayenne	5	11,8%			
	Sarthe	3	7,1%			
	Vendée	4	9,5%			
Saint-Martin		1		<1%		
Terres australes et antartiques françaises		1		<1%		
Étranger		1		<1%		
	Tchad	1	100%			

De ce tableau, on peut distinguer quelques classes évidentes de départements :

- les départements qui ont à la fois un « poids régional » et un « poids national » particulièrement forts, c'est-à-dire dont la place dans les deux classements est inférieure ou égale à 5 : les Bouches-du-Rhône (1^{er} et 2^{ème}), la Loire-Atlantique (2^{ème} et 3^{ème}), le Finistère et l'Ille-et-Vilaine (*ex aequo* 3^{ème} et 5^{ème}), qui sont quatre départements structurés par les métropoles de Marseille, Nantes, Brest et Rennes ;
- les départements qui ont à la fois un « poids régional » faible et un « poids national » fort, c'est-à-dire qui occupent une place après la 5^{ème} dans le classement régional et une place inférieure ou égale à 5 dans le classement national : la Haute-Garonne (7^{ème} et 3^{ème}), le Bas-Rhin (9^{ème} et 5^{ème}), le Rhône (10^{ème} et 1^{er}), l'Isère (après la 11^{ème} place et 5^{ème}) et les Hauts-de-Seine (11^{ème} et 5^{ème}), qui sont cinq départements structurés par les métropoles de Toulouse, Strasbourg, Lyon, Grenoble et Paris ;
- les départements qui ont à la fois un « poids régional » fort et un « poids national » faible, c'est-à-dire qui occupent une place inférieure ou égale à 5 dans le classement régional et une place après la 5^{ème} dans le classement national : le seul département du Nord (5^{ème} et après la 10^{ème}), qui est un département structuré par la métropole de Lille.

Les deux premières classes illustrent des situations différentes de foyers urbains particulièrement dynamiques du point de vue du marché public de maîtrise d'œuvre (bons classements nationaux), mais inclus dans des territoires différents, présentant des conjonctures spécifiques plus ou moins dynamiques ou concurrentiels : Rennes et la ruralité bretonne vs Toulouse et le semis urbain occitan.

S'agissant du département du Nord et de son chef-lieu, Lille, on pourrait décrire la situation en avançant que le cas tient à la fois de celui de l'Ille-et-Vilaine, en ce qu'il désigne un territoire plutôt dynamique du point de vue du marché public de maîtrise d'œuvre environné par une large périphérie atone de ce même point de vue, et de Paris, en ce que la conjoncture du secteur particulier n'est pas là singulièrement dynamique durant la période.

Car en effet, on ne voit apparaître dans ces différentes classes ni Paris, où manifestement le dynamisme du marché public de maîtrise d'œuvre n'a pas été singulier dans le « paysage » des villes françaises et qui est insérée dans une région dont ce marché est partout dynamique, ni Bordeaux, insérée dans une immense région disposant de plusieurs relais territoriaux de croissance (La-Rochelle, Pau, Poitiers...) et dont le département n'a pas connu ce trimestre une dynamique du marché public de maîtrise d'œuvre plus forte que celle de son voisin des Landes.

On pourrait aussi s'interroger sur l'absence dans le classement de départements comme celui des Alpes-Maritimes, structuré par la métropole de Nice, ou de l'Hérault, structuré par celle de Montpellier.



*mission
interministérielle
pour la qualité
des constructions
publiques*

Grande Arche - Paroi Sud
92055 La Défense Cedex
Téléphone : 01 40 81 23 30
miqcp@developpement-durable.gouv.fr
www.miqcp.gouv.fr

